heure). La trempe des lingots n'est, d'ailleurs, pas obligatoire.

3° Après refroidissement complet, on trempe les lingots dans l'eau froide, au besoin légèrement acidulée par de l'acide sulfurique, pour les débarrasser des efflorescences de nitrate restées adhérentes.

Les pièces sont ensuite brossées au moyen d'un jeu de brosses rotatives dans un courant d'eau claire.

4° Ceci fait, on laisse reposer à nouveau les lingots pendant 5 à 6 jours.

Pour éviter les efflorescences salines sur les pièces en duralumin, certaines usines préconisent leur chauffage dans un four à moufle, dont l'enceinte est remplie d'une atmosphère (Az ou Co^2).

FIG. 4.

Portion du diagramme d'équilibre des alliages Al-Cu montrant la courbe de solubilité de CuAl_2 dans Al.

FIG. 5.

Portion du diagramme d'équilibre des alliages Al-Mg montrant la courbe de solubilité de Mg_2Al_3 dans Al.

(Extrait du *Scientific Papers of the Bureau of Standards* N° 347)

TRAVAIL MÉCANIQUE. — FORGEAGE.

Transformation des lingots en billettes. — Après un chauffage pendant 1/2 heure dans un bain de nitrate à 400° , les lingots de $100 \times 100 \times 450$, sont réduits par un martelage au pilon de 1.000 kg. en billettes de $14 \times 52 \times 65$. On laisse refroidir naturellement les billettes à l'air libre après le forgeage.

(A suivre.)

Commandant J. DYBION,
Ancien élève de l'Ecole Polytechnique.

LÉGISLATION

HOUILLE BLANCHE

CONTRE

HOUILLE NOIRE

à propos d'un curieux procès

Un arrêt de la Cour de Chambéry du 15 février 1921, non publié encore, fournit aujourd'hui à notre collaborateur Paul Bougault le sujet d'une étude pratique. Bien que la Revue soit spécialement consacrée à la Houille Blanche, elle ne négligera jamais les renseignements nécessaires à ceux qui sont obligés d'employer le charbon. Une étude sur un projet de loi relatif à la prospection des mines, dont l'application à la Houille Blanche serait si désirable, sera publiée sous peu.

Les faits qui ont donné lieu à un arrêt de la Cour d'Appel de Chambéry sont ceux qui peuvent se présenter, même d'après la nouvelle loi, à tout installateur de chute. M. Renault, l'industriel bien connu de Billancourt (Seine), est propriétaire en Savoie d'une chute constituée par une Société, dite de la Neuvache ; ce nom indique suffisamment que le but aujourd'hui réalisé de la Société, était de créer une chute par la dérivation de la rivière de ce nom, en Savoie, sur le territoire de la Maurienne (commune de Valmeinier). Il avait fallu acquérir les terrains nécessaires à l'établissement des ouvrages, soit à l'amiable, en 1917, soit en se servant de la réquisition militaire pour vaincre les propriétaires récalcitrants ; les contrats portaient une formule stéréotypée et en usage dans tous les pays de montagne : « M. X... vend à « MM. Y... et Z... (les créateurs de la chute) une bande de « terrain de 4 mètres de largeur sur toute la longueur de sa « propriété, pour le passage souterrain d'une conduite d'eau « et de divers travaux que les acquéreurs se proposent « d'exécuter dans le tréfonds de la propriété appartenant au « dit M. X... vendeur, sans que cela puisse nuire aux répa- « rations ultérieures du canal, et encore l'autorisation, « pendant la période d'exécution des travaux, d'ouvrir une « fouille en tranchées, de déposer des déblais sur une lon- « gueur de deux mètres par mètre courant traversé, mais ils « devront remettre ensuite le terrain en état de culture ».

Dès le commencement des travaux, la Cie de la Maurienne, concessionnaire des Mines d'Anthracite sur les communes de Valmeinier et de Saint-Michel, en vertu d'un décret du 2 Décembre 1909 inséré au Bulletin des lois, fit sommation à la Société de la Neuvache d'arrêter ses travaux qui auraient permis aux terrassiers de puiser, sans aucun contrôle, du charbon dans quatre couches que leurs pioches avaient mises à jour, et qui feraient prévoir l'établissement de piliers grands et puissants paraissant devoir rendre impossible dans l'avenir l'exploitation des couches de charbon comprises dans la concession de la Société requérante à cause de leur masse et de leur force.

Le problème au point de vue juridique était nettement posé.

Personne n'ignore qu'en vertu de l'article 552 du Code Civil promulgué en 1804, le propriétaire de la surface est, par ce fait même, propriétaire du sous-sol, jusque dans ses

plus extrêmes profondeurs, et la loi du 8 Avril 1810 a eu précisément pour but de dissocier juridiquement les deux éléments de ce bloc et de créer une propriété distincte, entre la surface et le tréfonds.

Mais que faut-il entendre par surface ? Que faut-il entendre par tréfonds ? La surface est-elle une nappe idéale, comme en mathématique, mesurée par le produit de sa longueur et de sa largeur ? Si on l'admet, le propriétaire ne saurait y faire une excavation quelconque et le sillon de la charrue qui égratigne le tréfonds lui serait même interdit. Pourra-t-il construire ? Si la définition est rigoureuse, il y aura interdiction de toute fouille, car la moindre fondation est un empiètement sur le tréfonds.

On comprend aisément que la solution du problème consiste dans une question de mesure. Car il y a, d'une part, deux droits de propriété distincts. Et chaque droit de propriété comporte *normalement* la possibilité d'utiliser l'objet sur lequel elle existe ; il est interdit de limiter à une surface théorique la libre disposition du sol ; mais, d'autre part, le propriétaire du tréfonds a des droits d'exploitation, et dans le domaine juridique le problème des limites extrêmes vers lesquelles tendent des droits opposés est aussi vrai qu'en mathématique : il y a des zones où ils doivent se rencontrer sans se nuire outre mesure.

L'expression la plus heureuse que nous ayons trouvée pour définir ces situations réciproques est celle qu'emploie le Code des lois administratives de Dalloz au mot « mines » N° 1900 : « L'acte de concession ne transmet la propriété « des substances minérales et le droit de faire des travaux « souterrains pour les atteindre qu'à la condition pour le « concessionnaire de respecter dans la mesure du possible « la jouissance complète du propriétaire de la surface ». Et nous relevons ce détail qui ne manque pas de piquant. L'étude de cette définition de la surface est faite par les auteurs sous l'article 43 de la loi du 21 Avril 1810 ; lequel a été écrit pour *limiter les droits du concessionnaire du tréfonds*, c'est-à-dire dans une hypothèse opposée à celle que nous étudions ; il ne s'agit pas de savoir si le propriétaire de la surface a le droit de *creuser trop profond*, mais si le propriétaire de la mine a celui de placer des ouvrages si près de la surface qu'il pourrait paralyser la puissance normale qui appartient au maître de toute superficie. Ainsi il a été jugé que le concessionnaire de la mine quand il accomplit des travaux d'exploitation du sous-sol ne saurait placer des canaux d'évacuation des eaux à deux mètres de la surface, car, à cette faible profondeur, ils constituent un empiètement sur la jouissance du propriétaire.

S'il fallait citer une jurisprudence rentrant assez bien dans le cadre de la question posée, nous donnerions une décision de la Cour d'Appel de Lyon du 20 Mars 1852, rapportée dans Dalloz, année 1853.1.189 sur un arrêt de la Cour de Cassation du 16 Novembre 1852 qui a été rendue dans les circonstances suivantes : la Cie du Gaz de Rive-de-Gier avait fait placer une canalisation qui avait été comprise et en partie détériorée à la suite des travaux de la mine ; elle avait demandé au concessionnaire qui était la Cie des Mines de la Loire, une indemnité de dommages et celle-ci s'était défendue en disant d'abord qu'elle était inattaquable parce qu'elle avait conduit son exploration dans toutes les règles de l'art, n'ayant ainsi aucune faute à se reprocher, ensuite que la canalisation du gaz était placée dans la profondeur du sol ; la responsabilité du concessionnaire détenteur du tréfonds ne pouvait être engagée.

Cette discussion s'est tournée au désavantage de la Cie des

Mines de la Loire et a donné lieu à l'intéressante et énergique décision dont voici le sommaire :

« Toute l'étendue et la profondeur du terrain qui n'est « pas la mine et qui n'est pas assujettie aux travaux et au « besoin de l'exploitation de la mine demeurent la propriété « libre du maître du fonds, et le concessionnaire doit lui « laisser la jouissance intacte et sans dommage de la propriété qui lui reste ; il n'y a pas lieu de distinguer si ce « dommage a été causé à la superficie et à l'intérieur du « terrain réservé au propriétaire et si les travaux ont été « faits dans les règles de l'art. »

Il faut donc conclure de cette jurisprudence :

1° Qu'en plaçant à trois mètres maximum de profondeur la canalisation souterraine *qui sert de conduite forcée à une chute*, on n'exagère pas les droits normaux de tout propriétaire de la surface, car celui-ci aurait pu évidemment établir une construction sans outrepasser son droit ; c'est au concessionnaire de la mine à ne pas paralyser la libre disposition du propriétaire de la surface.

2° Qu'en ce qui concerne les piliers que peut incriminer un concessionnaire minier parce qu'ils seraient susceptibles de gêner plus tard l'exploitation de la mine, le raisonnement précité est contraire à toute thèse juridique. Si la libre disposition d'une profondeur normale reste au propriétaire de la surface, à plus forte raison le droit d'élever une construction lui reste-t-il, alors même que cela obligerait le concessionnaire soit à s'abstenir plus tard de tout travail aux environs des fondations, soit à indemniser le propriétaire, au cas où celui-ci serait troublé par l'exploitation du tréfonds minier.

Le jugement du 20 Mai 1920 du Tribunal Civil de St-Jean-de-Maurienne avait confié à une expertise le soin de déterminer, en fait, la limite réciproque des droits, entre la surface et le tréfonds. Comme le jugement a été cassé, il est bon d'en « situer » très exactement la teneur au point de vue juridique.

Le Tribunal définit d'abord en termes sobres, mais très précis, cette situation d'ayants droits intéressés si proches voisins l'un de l'autre.

« Attendu, dit-il, qu'aux termes de la loi du 21 Avril 1810 (article 7) le concessionnaire d'une mine en acquiert la propriété perpétuelle, absolument distincte de celle de la surface, partant transmissible, aliénable et saisissable comme toute propriété immobilière ; que ce dédoublement, cette dissociation impose au superficiaire, comme au tréfoncier de réciproques obligations ; que l'article 42 de la loi précitée, modifiée par celle de 1880 prévoit l'allocation de dommages suivant les règles du droit commun au propriétaire du dessus pour le préjudice inféré ; qu'il s'ensuit que le concessionnaire doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter tout dommage à la suite de l'exercice abusif de son droit ; que, d'autre part, le superficiaire conservant tous ses droits sur le sol qui recouvre la mine peut y exercer toutes les facultés inhérentes à la propriété, mais doit, par contre, s'abstenir de tout acte nuisible à l'exploitation de la mine ; qu'il existe donc au demeurant de la situation nouvelle créée par l'acte de concession, un état de dépendance réciproque des deux propriétés, les soumettant forcément à des conditions spéciales d'existence ou d'exercice ; mais que rien, dans la loi, ne permet de dire que la mine soit asservie au sol, et que si le superficiaire a le droit incontestable, après comme avant la concession, d'exercer les actes usuels de la propriété ; il ne peut le faire cependant au détriment de la mine dont les droits sont aussi intangibles que les siens. »

Ces prémisses étant posées, le Tribunal observe que Renault ne conteste pas ces principes, mais qu'il leur présente une double réponse. Voici la première : « En fait, je creuse le sol, mais c'est dans la limite de ma qualité de superficière ; en droit, je ne saurais être incriminée, car si je travaille, c'est dans une zone absolument vierge de toute emprise souterraine exécutée par vous ».

Le Tribunal s'est efforcé, et a d'ailleurs réussi à bien préciser les prétentions du défendeur : « Attendu, dit-il, que Renault reconnaît bien la nature des travaux par lui édifiés, mais prétend que, même en admettant la thèse de la demanderesse, celle-ci serait sans droit d'élever une réclamation, parce que le terrain concédé et au-dessus ou à l'intérieur duquel sont installés piliers et canalisations, est encore vierge de toute exploitation ; qu'il n'a donc pu faire subir aucun préjudice ».

Quelle réponse les juges de St-Jean-de-Maurienne donnent-ils à cette prétention aussi clairement étalée ?

Sur la question de fait, une expertise confiée par le Tribunal, à trois ingénieurs, donnera tous les renseignements : La pioche de l'installateur des chutes est-elle allée dans une zone assez profonde pour être réservée de droit au pic du mineur ? Question de mesure, donc vérification et appréciation faite par des hommes de l'art : 1° La zone dans laquelle les travaux incriminés ont été faits, est-elle en deça ou au delà du périmètre concédé ? 2° Quelle est la portée qu'ils pourraient avoir à l'égard d'une neutralisation possible d'une couche carbonifère et le préjudice qui pourrait en être évalué ?

Quant à la question de droit soulevée par Renault, tirée de ce que ses ouvrages seraient emplantés dans une zone non encore atteinte par les galeries de la mine, le Tribunal la résoud formellement par un rejet : Même en acceptant ce dire, il y trouve de la part de Renault une menace pour l'avenir, dont la mine peut avoir à se plaindre, et le préjudice même éventuel est générateur d'une action, si l'on admet, par hypothèse, qu'il provient d'une extension abusive d'un droit. « Attendu, dit-il, que la Compagnie des Mines peut, d'un moment à l'autre, avoir intérêt à attaquer le filon sous la partie du sol où Renault a installé ses constructions ; qu'elle allègue qu'elle ne pourra le faire qu'en laissant au-dessous des lourdes installations souterraines et sous le pied des piliers successifs, une épaisseur de matières minières de cinquante mètres à jamais inutilisable et qu'une partie de la richesse en anthracite est ainsi neutralisée ; que si cette prétention est exacte, il y a bien là un préjudice déjà né, et que, par ailleurs, les installations de Renault paraissent être de nature à diminuer d'ores et déjà la valeur même de la concession prise dans son ensemble. »

II

C'est ce dernier point qui, seul, a eu les honneurs d'un examen complet de la Cour d'Appel de Chambéry ; en ce qui concerne les autres, ils étaient indiscutables. Mais le propriétaire qui possède tous les droits inhérents à la surface, peut-il être paralysé pour l'exécution des fouilles à opérer non point pour se procurer du minerai, mais dans le but de construire, quand il les effectue dans une zone vierge encore de tout travail du mineur ? Pour ce dernier, la conséquence sera d'être contraint plus tard de prendre toutes les précautions utiles afin de ne pas préjudicier aux constructions qu'il trouvera établies. Avec le système contraire, le propriétaire sera paralysé dans son droit de construire, peut-être en pure perte pour tout le monde, car

rien ne force le concessionnaire à étendre sa concession jusqu'à la zone considérée. (1)

Voici le texte de l'arrêt précité du 15 février 1921 ; il n'est pas susceptible d'une reproduction partielle, car chaque paragraphe fait équilibre au paragraphe suivant, et confirme le précédent.

Entre M. Renault, industriel, à Billancourt (Seine), défendeur et appelant, partie de M^e Finet, avoué, plaidant par M^e Henri Robert, avocat du barreau de Paris.

Et la Compagnie des Mines de Maurienne, dont le siège social est à St-Michel-de-Maurienne, poursuites et diligences, de M. François Bourgade, son directeur, demeurant au dit siège, demanderesse et intimée, partie de M^e Gex, avoué, plaidant par M^e Breuillac, avocat du Barreau de Lyon.

La Cour :

Où à l'audience publique du 7 février courant, les avoués et avocats des parties en leurs conclusions et plaidoiries, et le Ministère public en ses conclusions.

Après en avoir délibéré suivant la loi.

Attendu que l'action intentée par la Compagnie des Mines de Maurienne contre la Société Immobilière des Chutes de la Neuvaiche, aux droits de laquelle est Renault l'appelant, a pour but d'obtenir la réparation du préjudice qu'elle prétend avoir été causé à la concession des Mines d'anthracite dont elle est propriétaire, par l'installation sur le périmètre de cette concession, pour la création d'une chute d'eau, d'un canal d'amenée, d'une conduite forcée soutenue par de lourds piliers.

Attendu que, si au début, la Société des Chutes de la Neuvaiche a pu procéder à cette installation en invoquant, pour vaincre la résistance des propriétaires du sol des motifs de nécessité de la défense nationale et la possibilité d'une réquisition par l'autorité militaire, il n'est pas contesté que Renault soit actuellement propriétaire des terrains sur lesquels sont établis les ouvrages dont se plaint la Compagnie des Mines de la Maurienne.

Attendu que la difficulté qui divise les parties est ainsi entre le propriétaire d'un fonds et le propriétaire d'une concession de mines qui y est renfermée et doit être résolue par l'application des principes qui règlent les relations de ces deux propriétés juxtaposées.

Attendu qu'il est admis et conforme aux principes du droit que l'éviction partielle qui est imposée au propriétaire d'un fonds sur lequel une mine est concédée, doit être strictement limitée à ce qui a fait l'objet de la concession et que, par suite, ce propriétaire ne saurait être privé sur tout le reste, des droits qu'il tient des articles 544 et 552 du Code civil, d'user de sa propriété de la manière la plus absolue et d'y faire notamment toutes plantations et constructions pour en retirer toute l'utilité possible.

Qu'il peut même faire dans le sol toutes fouilles et tous travaux, à la seule condition de ne pas empiéter sur la partie du sous-sol qui a été concédée et de ne pas abuser de son droit.

Qu'il appartient au concessionnaire de la mine de prendre toutes les précautions nécessaires pour empêcher que l'exploitation de la concession ne vienne préjudicier aux œuvres aussi légitimement établies par le propriétaire du sol.

Qu'il en est incontestablement ainsi lorsque les galeries n'étant pas encore installées et poursuivies sous ces travaux, il n'en résulte aucun préjudice actuel pour le propriétaire de la mine qui pourra y pourvoir.

Attendu, en fait, qu'il résulte des explications de la Compagnie intimée et des constatations auxquelles elle a fait procéder par le géomètre Michel et qu'elle a versées aux débats que les ouvrages dont elle se plaint consistent sur le périmètre de la concession, savoir :

Dans la partie supérieure partant de la cote 1488, en un canal d'amenée en ciment armé d'environ 2 mètres de diamètre extérieur qui suit les sinuosités du sol, dont le sommet reste de 80 centimètres à 1 mètres au-dessous de la surface et repose sur un berceau en ciment ayant comme fondation un lit en pierres sèches, pour aboutir après un parcours de plus de 1.500 mètres, et après avoir traversé deux tunnels, l'un de 35 mètres et l'autre de 85 mètres de longueur à une tour d'eau, dite d'équilibre, à la cote 1474, de sorte que la profondeur totale de l'emplacement de ce canal est approximativement de 3 à 4 mètres suivant la pente du terrain.

Dans l'autre partie, en une conduite forcée dans un tube d'acier d'environ 85 centimètres de diamètre et de 1.800 mètres de longueur partant de la tour d'eau et amenant l'eau sur les turbines de la station hydroélectrique du Chatelard à la cote 744, conduite installée partie en surface, partie en sous-sol dans une tranchée de profondeur variable et dans laquelle sont élevés à des distances de 6 à 8 mètres des piliers en maçonnerie de 1 m. 20 à 2 mètres de longueur, d'un mètre d'épaisseur, pénétrant dans le sol d'une profondeur de 3 mètres à 3 m. 50 pour

supporter cette conduite qui est, en outre, consolidée en divers points appropriés, par des massifs de maçonnerie plus importants comportant 4 mètres de hauteur du sol à la fondation.

Qu'il résulte encore des vérifications de ce même agent que tous les terrains traversés par le canal et par la conduite forcée sont en surface en terrains de culture et, en sous-sol, d'éboulis et d'alluvions glaciaires ; que le premier tunnel traverse un éperon de même nature et que le deuxième coupe un éperon rocheux.

Attendu qu'ainsi en aucun point la partie concédée à la Compagnie des Mines de la Maurienne n'est touchée.

Attendu, d'autre part, qu'il n'est pas prétendu que les galeries en exploitation ou conduisant à la portion exploitée s'étendent déjà au sous-sol des ouvrages de Renault.

Attendu, dans ces conditions, qu'il est d'ores et déjà démontré que ces entreprises ne dépassent pas celles que son droit de propriétaire de la surface l'autorise à effectuer et qu'elles ne sont pas plus préjudiciables à la concession de la mine que ne le serait, par hypothèse, une construction à usage industriel.

Attendu cependant que la Compagnie intimée trouvant, dans l'établissement de la conduite forcée dont s'agit, dans la circulation extrêmement rapide de l'eau qu'elle renferme et l'ébranlement qu'elle occasionnerait ou pourrait occasionner jusque dans sa concession, une analogie, avec la construction d'une voie ferrée, invoque la jurisprudence qui, en matière d'établissement de lignes ferrées sur le périmètre d'une concession de mines, accorde au concessionnaire une indemnité en réparation du préjudice qui lui est occasionné.

Attendu, sans qu'il y ait à rechercher si la raison des dispositions, notamment de l'article 3 de la loi du 15 juillet 1845, la création d'une voie ferrée, en suite d'une concession, n'affecte pas même le sous-sol et la mine qui y est renfermée ; qu'il faut remarquer que les indemnités qui ont pu être accordées aux concessionnaires de mines ne l'ont été qu'en représentation du préjudice qui leur était causé par une atteinte directe, une éviction partielle provenant des empêchements mis à leur exploitation par les règlements administratifs qui étaient pris pour la protection de la voie ferrée, et que si, en l'espèce, Renault a sollicité de l'autorité administrative des restrictions d'exploitation à l'encontre de la Compagnie des Mines de la Maurienne, il n'y a pas encore été fait droit.

Attendu que les considérations qui précèdent établissent le mal fondé de l'action de la Compagnie des Mines de la Maurienne et le mal jugé du jugement déféré.

Par ces motifs :

Rejetant tous autres moyens, fins et conclusions des parties,

Reçoit Renault en son appel du jugement du Tribunal de 1^{re} instance de St-Jean-de-Maurienne, du 20 mai 1920.

Y faisant droit, infirme le dit jugement.

Déclare la Compagnie des Mines de Maurienne mal fondée en son action ; l'en déboute.

La condamne à tous les dépens.

Rédigée en droit et en fait, la sentence de la Cour d'Appel de Chambéry n'a peut-être pas la clarté d'exposition de celle du Tribunal de St-Jean-de-Maurienne qu'elle casse complètement, puisqu'elle annule même la mesure d'instruction ordonnée par le premier juge. En se servant d'un travail fait par un géomètre choisi par la Cie des Mines, elle constate que la profondeur maxima du canal souterrain, de la conduite forcée, des piliers destinés à soutenir le tout, est de quatre mètres, n'atteignant que trois mètres, et même beaucoup moins sur de nombreux points. La Cour a un pouvoir d'appréciation souverain, en ce qui concerne les constatations matérielles et, contrairement à une opinion trop répandue, elle n'est pas tenue de faire droit à une demande d'expertise officielle, si les renseignements de fait lui apparaissent comme munis d'une authenticité suffisante.

Restait la question de droit. Elle a été tranchée par la Cour en ce sens que l'absence de tout travail préexistant de la part de la Cie des Mines, dans le sous-sol qui lui appartient, lui enlève le droit de se plaindre des travaux établis par le maître de la surface, car il appartiendra à la mine, quand ses galeries passeront sous les constructions qu'elle trouvera établies, de prendre des précautions pour ne pas les ébranler,

C'est ce qui est précisé par les termes de l'arrêt : « Attendu que le propriétaire peut faire dans le sol toutes fouilles ou tous travaux, à la seule condition de ne pas empiéter sur la partie du sous-sol qui a été concédée, et de ne pas abuser de son droit ; qu'il appartient au concessionnaire de la mine de prendre les précautions nécessaires pour empêcher que son exploitation ne vienne préjudicier aux œuvres ainsi légitimement établies par le propriétaire du sol ; qu'il en est incontestablement ainsi lorsque les galeries n'étant pas encore installées et poursuivies sous ces travaux, il n'en résulte aucun préjudice actuel pour le propriétaire de la mine qui pourra y pourvoir ».

Et comme conclusion ultime, tant du droit que du fait, la Cour déclare qu'il est d'ores et déjà démontré que ces entreprises ne dépassent pas celles que son droit de propriétaire de la surface l'autorise à effectuer, et qu'elles ne sont pas plus préjudiciables à la concession de la mine que ne le serait, par hypothèse, une construction à usage industriel.

III

La Cour répond à la fin de son arrêt à un argument de similitude que lui avait présenté la Cie des Mines de la Maurienne.

Personne n'ignore l'article 3 de la loi du 15 Juillet 1845 qui déclare : « Sont applicables aux propriétés riveraines des « chemins de fer, les servitudes imposées par les lois et « règlements sur la grande voirie et qui concernent... le « mode d'exploitation des mines, minières, tourbières, « carrières et sablières dans la zone déterminée à cet effet »,

Or, quand une Cie de chemin de fer s'installe dans le périmètre d'une concession, le cahier des charges type de 1853 a prévu que la Cie aurait à sa charge les travaux de reconsolidation intérieure de la mine et la réparation des dommages éprouvés par le concessionnaire.

Or, disait le concessionnaire de la mine, la circulation extrêmement rapide de l'eau dans la conduite forcée, l'ébranlement qu'elle occasionnera doivent être assimilés à la trépidation inhérente à la circulation qui se pratique sur une voie ferrée, et au surplus le propriétaire des chutes fait une demande à l'administration pour isoler par une zone de protection, c'est-à-dire intangible, les ouvrages composant sa canalisation d'amenée et sa conduite forcée. A cela la Cour de Chambéry répond : « Les indemnités qui ont été accordées aux concessionnaires de mines, sont représentatives du préjudice résultant d'un empêchement mis à leur exploitation par les règlements administratifs : on peut considérer que l'exploitation du propriétaire subissait une éviction partielle, soit parce que pour s'éviter l'obligation de réparer des dégâts absolument certains bien que non encore causés, il était contraint de s'interdire volontairement à lui-même l'exploitation dans une certaine zone, soit parce qu'ayant dépassé les dites limites il devait être condamné à réparer les conséquences résultant du fait qu'il s'était affranchi de l'obligation de respecter la démarcation faite par l'autorité administrative. Or, dans l'espèce qu'elle avait à juger, la Cour constate que ce périmètre de protection, bien que réclamé à l'encontre des mines par le propriétaire de la chute, n'avait encore été ordonné par aucune autorité administrative.

Il y a évidemment dans cet ensemble d'affirmation juridique bien des enseignements dont les praticiens, tant de la Houille Blanche que de la Houille Noire, pourront faire leur profit.

Paul BOUGAULT,
Avocat à la Cour d'Appel de Lyon.